
**LE RÉSEAU CANADIEN DE
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
COMMUNAUTAIRE**

ÉTATS FINANCIERS

31 DÉCEMBRE 2014



**ROY DESROCHERS
LAMBERT** SENCRL

SOCIÉTÉ DE COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS

450, boul. Bois-Francis Nord
Victoriaville (Québec) G6P 1H3
Tél. : 819 758-1544 / Téléc. : 819 758-6467

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux administrateurs de
LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE, qui comprennent le bilan au 31 décembre 2014 et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie de l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

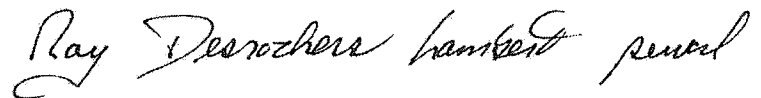
Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'organisme portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'organisme. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Rapport de l'auditeur indépendant

Opinion

À notre avis, ces états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'organisme au 31 décembre 2014 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.



Victoriaville,
le 29 avril 2015

Roy Desrochers Lambert SENCRL ¹
Société de comptables professionnels agréés

¹ Joël Minville, CPA auditeur, CA

Roy Desrochers Lambert SENCRL est une entité juridique distincte et indépendante qui n'est pas associée ni mandataire des autres entités membres du Groupe RDL.

LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

Résultats pour l'exercice clos le 31 décembre

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
PRODUITS		
Subventions et ententes de contributions		
Contributions gouvernementales	430 872 \$	1 031 709 \$
Secteur communautaire/charitable	431 689	412 531
Autres subventions et ententes de contributions	27 997	38 937
Produits d'autres sources		
Honoraires tirés d'événements	35 397	50 177
Contrats de services	28 381	16 640
Cotisations des membres	42 462	58 238
Dons et autres produits	11 064	14 921
Intérêts	4 154	4 443
	<u>1 012 016</u>	<u>1 627 596</u>
CHARGES		
Dépenses liées aux projets (annexe A)	202 822	834 212
Dépenses liées au personnel (annexe C)	630 337	602 827
Conseil d'administration, comités et membres (annexe B)	17 525	18 166
Frais d'administration (annexe D)	139 000	113 368
Amortissement des immobilisations corporelles	3 516	2 227
	<u>993 200</u>	<u>1 570 800</u>
EXCÉDENT D'EXPLOITATION	18 816	56 796
PERTE SUR CESSION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES	<u>(218)</u>	<u>-</u>
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	<u>18 598 \$</u>	<u>56 796 \$</u>

(Voir les notes complémentaires)

LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

Évolution de l'actif net pour l'exercice clos le 31 décembre

	2014			2013	
	Affecté	Investi en immobilisations corporelles	Non affecté	Total	Total
SOLDE AU DÉBUT	232 242 \$	3 521 \$	- \$	235 763 \$	178 967 \$
Excédent des produits sur les charges	19 263	(3 734)	3 069	18 598	56 796
Investissement en immobilisations corporelles	-	3 069	(3 069)	-	-
SOLDE À LA FIN	251 505 \$	2 856 \$	- \$	254 361 \$	235 763 \$

(Voir les notes complémentaires)

LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

**Bilan
au 31 décembre**

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
<u>ACTIF</u>		
ACTIF À COURT TERME		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	251 361 \$	334 259 \$
Débiteurs (note 4)	266 393	148 637
Frais payés d'avance	<u>5 736</u>	<u>5 284</u>
	523 490	488 180
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 5)	<u>2 856</u>	<u>3 521</u>
	<u>526 346 \$</u>	<u>491 701 \$</u>

Au nom du conseil d'administration :

Stani Fedij....., administrateur
Christophe Perle....., administrateur

(Voir les notes complémentaires)

LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

**Bilan
au 31 décembre**

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
PASSIF		
PASSIF À COURT TERME		
Créditeurs (note 7)	48 539 \$	60 717 \$
Produits et apports reportés (note 8)	<u>223 446</u>	<u>195 221</u>
	271 985	255 938
	-----	-----
ACTIF NET		
ACTIF NET AFFECTÉ	251 505	232 242
ACTIF NET INVESTI EN IMMOBILISATIONS CORPORELLES	<u>2 856</u>	<u>3 521</u>
	254 361	235 763
	-----	-----
	<u>526 346 \$</u>	<u>491 701 \$</u>
	=====	=====

(Voir les notes complémentaires)

LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

Flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre

	2014	2013
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Excédent des produits sur les charges	18 598 \$	56 796 \$
Ajustements pour :		
Amortissement des immobilisations corporelles	3 516	2 227
Perte sur cession d'immobilisations corporelles	218	-
	<u>22 332</u>	<u>59 023</u>
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement		
Débiteurs	(117 756)	(1 233)
Frais payés d'avance	(452)	(1 784)
Créditeurs	(12 178)	13 581
Produits et apports reportés	28 225	68 987
	<u>(102 161)</u>	<u>79 551</u>
	<u>(79 829)</u>	<u>138 574</u>
ACTIVITÉ D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(3 069)	-
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(82 898)	138 574
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	334 259	195 685
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN	251 361 \$	334 259 \$

(Voir les notes complémentaires)

LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

Notes complémentaires pour l'exercice clos le 31 décembre 2014

1. STATUTS ET NATURE DES ACTIVITÉS

L'organisme a obtenu ses statuts de continuation en date du 11 octobre 2013 et est régie en vertu de la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif et est, par conséquent, exempté des impôts sur le revenu. Les objectifs de l'organisme sont de réduire la pauvreté, le chômage et de soulager la misère dans les collectivités défavorisées sur le plan économique.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Référentiel comptable

L'organisme a décidé d'appliquer les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif de la partie III du manuel de CPA Canada en conformité avec les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers selon les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif requiert l'utilisation de certaines estimations faites par la direction ayant une incidence sur les actifs et les passifs inscrits aux états financiers, sur la divulgation des éventualités en date du bilan ainsi que sur les postes de produits et de charges. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constatation des produits

Apports

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée. Les apports reçus, à titre de dotations, sont constatés à titre d'augmentations directes de l'actif net au cours de l'exercice.

Cotisations des membres, honoraires tirés d'événements et autres produits

L'organisme comptabilise ses produits de cotisations des membres, d'honoraires tirés d'événements et les autres produits lorsque les services sont rendus et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés des fonds en caisse, des soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le disponible et les placements hautement liquides, facilement convertibles à court terme en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

Notes complémentaires pour l'exercice clos le 31 décembre 2014

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Instruments financiers

Évaluation des instruments financiers

L'organisme évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations qui ne sont pas conclues dans des conditions de concurrence normale.

Il évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement se composent de la trésorerie et équivalents de trésorerie et des débiteurs.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des créditeurs.

Dépréciation

Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé au résultat net. La moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise de valeur dans la mesure de l'amélioration, soit directement, soit par l'ajustement du compte de provision, sans être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. Cette reprise est comptabilisée au résultat net.

Coûts de transaction

L'organisme comptabilise ses coûts de transaction au résultat net de l'exercice où ils sont engagés. Cependant, les instruments financiers qui ne sont pas évalués ultérieurement à la juste valeur sont majorés des coûts de transaction directement attribuables à la création, à l'émission ou à la prise en charge.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties sur leur durée de vie utile estimative comme suit :

	<u>Méthode d'amortis- sement</u>	<u>Taux</u>
Matériel informatique	Dégressif	45 %
Mobilier de bureau	Dégressif	20 %

Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs à long terme sont soumis à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est constatée lorsque leur valeur comptable excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. La perte de valeur constatée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur.

LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

Notes complémentaires pour l'exercice clos le 31 décembre 2014

3. AFFECTATION INTERNE

Au cours de l'exercice, le conseil d'administration a décidé d'affecter un montant de 19 263 \$ portant ainsi les montants affectés totaux à 251 505 \$. En 2012, le conseil d'administration a adopté une politique de fonds de réserve affectée en créant deux fonds : Viabilité financière et Stabilité des projets. Ces affectations ont pour but de venir en aide au financement des activités de fonctionnement et de différents projets lorsque les ressources financières de l'organisme seront insuffisantes. L'organisme ne peut utiliser ces montants grevés d'une affectation interne sans le consentement préalable du conseil d'administration. Les sommes affectées se répartissent comme suit :

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Viabilité financière	183 045 \$	191 461 \$
Stabilité des projets	<u>68 460</u>	<u>40 781</u>
	<u>251 505 \$</u>	<u>232 242 \$</u>

4. DÉBITEURS

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Clients	256 675 \$	137 218 \$
Intérêts	2 682	1 963
Taxes sur les produits et services	<u>7 036</u>	<u>9 456</u>
	<u>266 393 \$</u>	<u>148 637 \$</u>

LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

*Notes complémentaires
pour l'exercice clos le 31 décembre 2014*

5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2014		2013
	Coût	Amortis- sement cumulé	Valeur nette
Matériel informatique	7 961 \$	5 583 \$	2 378 \$
Mobilier de bureau	2 110	1 632	478
	10 071 \$	7 215 \$	2 856 \$

6. EMPRUNT BANCAIRE

L'emprunt bancaire autorisé au montant de 50 000 \$ porte intérêts au taux préférentiel plus 2,5 %. L'emprunt bancaire est renégociable annuellement.

7. CRÉDITEURS

	2014	2013
Fournisseurs	19 277 \$	26 944 \$
Salaires et charges sociales	20 325	21 333
Frais courus	8 937	12 440
	48 539 \$	60 717 \$

LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

Notes complémentaires pour l'exercice clos le 31 décembre 2014

8. PRODUITS ET APPORTS REPORTÉS

Les fonds suivants, reçus au cours de l'exercice courant, seront comptabilisés aux produits lors d'un exercice financier ultérieur lorsque les services auront été rendus ou que les dépenses auront été engagées, se résumant comme suit :

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Contributions gouvernementales	6 839 \$	20 838 \$
Secteur communautaire/charitable	162 182	140 369
Autres revenus	37 003	33 919
Cotisations des membres	15 701	95
Dons	1 721	-
	<u>223 446 \$</u>	<u>195 221 \$</u>

9. INFORMATIONS SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Trésorerie et équivalents de trésorerie

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Trésorerie	76 361 \$	59 259 \$
Dépôts à terme	175 000	275 000
	<u>251 361 \$</u>	<u>334 259 \$</u>

10. RISQUES FINANCIERS

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer ses engagements liés à des passifs financiers. L'organisme est exposé à ce risque principalement en regard de ses créiteurs. La direction estime que l'organisme possède ou générera les liquidités nécessaires pour rencontrer ses engagements.

LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

**Notes complémentaires
pour l'exercice clos le 31 décembre 2014**

10. RISQUES FINANCIERS (suite)

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit pour l'organisme sont liés aux débiteurs. L'organisme consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. Ainsi, l'organisme est exposé à une concentration de crédit relativement à ses comptes clients. Au 31 décembre 2014, une somme de 211 818 \$ est à recevoir de trois clients.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché. Le risque de marché inclut trois types de risque : le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque de prix autre. L'organisme est principalement exposé au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations de taux d'intérêt du marché. Les instruments à taux d'intérêt fixe assujettissent l'organisme à un risque de juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie. L'organisme est exposé au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ses instruments financiers à taux d'intérêt variable. La direction estime qu'une variation de taux d'intérêt de 1 % n'aurait pas d'incidence importante sur les résultats ou la situation financière de l'organisme.

11. ENGAGEMENTS

Baux

L'organisme loue des espaces de bureau en vertu de baux venant à échéance entre juin 2015 et septembre 2016. Les loyers minimums futurs totalisent 37 229 \$ et comprennent les versements suivants pour les trois prochains exercices :

2015	-	19 908 \$
2016	-	16 047 \$
2017	-	1 274 \$

LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

Renseignements complémentaires pour l'exercice clos le 31 décembre

Annexe A - DÉPENSES LIÉES AUX PROJETS

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Salaires et charges sociales des stagiaires	-	\$ 547 986 \$
Sous-contractants	67 452	88 267
Communications	19 532	38 953
Déplacements et repas	9 845	47 946
Frais de partenariat	65 049	60 500
Frais de traitement de cartes de crédit	2 445	3 750
Matériels et fournitures	5 444	5 828
Publicité et conception	5 489	22 138
Réunions, événements, location de salles et d'équipements	18 899	17 344
Traduction	8 667	1 500
	<u>202 822</u>	<u>\$ 834 212 \$</u>

Annexe B - CONSEIL D'ADMINISTRATION, COMITÉS ET MEMBRES

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Réunions, déplacements et repas	17 525	\$ 18 166 \$
	<u>17 525</u>	<u>\$ 18 166 \$</u>

Annexe C - DÉPENSES LIÉES AU PERSONNEL

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Salaires et charges sociales	625 793	\$ 597 248 \$
Sous-contractants	4 544	5 579
	<u>630 337</u>	<u>\$ 602 827 \$</u>

LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

*Renseignements complémentaires
pour l'exercice clos le 31 décembre*

Annexe D - FRAIS D'ADMINISTRATION

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Assurances	4 035 \$	4 117 \$
Communications	2 479	1 426
Cotisations	157	156
Événements	25	4 631
Formation	62	-
Frais bancaires et frais de transaction en ligne	4 736	3 909
Frais d'équipement	4 021	4 091
Frais de bureau	20 130	22 036
Internet	24 714	12 283
Loyer	39 010	32 336
Publicité et promotion	7 134	4 379
Services professionnels	26 569	17 847
Traduction	5 928	6 157
	<u>139 000 \$</u>	<u>113 368 \$</u>